

ASSEMBLÉE NATIONALE

5 février 2021

SANTÉ AU TRAVAIL - (N° 3718)

Adopté

AMENDEMENT

N ° AS235

présenté par

Mme Biémouret, M. Aviragnet, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud, Mme Battistel, M. Jean-Louis Bricout, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, Mme Jourdan, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert, M. Leseul, M. Letchimy, Mme Manin, M. Naillet, Mme Pires Beaune, M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, M. Saulignac, Mme Tolmont, Mme Unterraier, Mme Victory et les membres du groupe Socialistes et apparentés

ARTICLE 2

Compléter l'alinéa 5 par la phrase suivante :

« Le comité social et économique est consulté sur le document unique d'évaluation des risques professionnels et sur ses mises à jour. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

La proposition de loi prévoit que le comité social et économique et sa commission santé, sécurité et conditions de travail, quand ils existent, apportent leur contribution à l'analyse des risques dans l'entreprise.

Le rôle des représentants du personnel dans l'analyse des risques paraît primordial et a été rappelé par les partenaires sociaux dans leur ANI sur la santé au travail. Le code du Travail prévoit déjà, à cet effet, que le CSE procède à l'analyse des risques professionnels (article L. 2312-9).

Malgré cela, la crise sanitaire a démontré que de nombreux CSE ne sont pas associés à l'évaluation de ces risques, ce qui atténue grandement leur rôle dans l'analyse des risques.

En ce sens, cet amendement des députés Socialistes et apparentés propose d'aller plus loin sur le rôle du CSE dans l'analyse des risques professionnels, afin que le DUERP contribue réellement au dialogue social sur l'analyse des risques professionnels, en ajoutant que le CSE est consulté sur le DUER et sa mise à jour.

Cet amendement a été proposé par la CFE-CGC.